

# POUR DE NOUVEAUX INDICATEURS DE RICHESSE

**Dominique Méda<sup>1</sup>**

Texte pour le séminaire du CLERSE le 28 septembre 2001  
Publié dans les Cahiers du Management, 2001

---

Le développement puis le maintien à un haut niveau du taux de chômage en France ont bloqué net la réflexion qui avait commencé à faire son chemin dans les années soixante dix et à remettre en cause l'usage exclusif du Produit Intérieur Brut (PIB) et plus généralement de la production comme indice majeur de l'état de la société. C'est en effet dans les années soixante dix que l'on s'avisa non seulement des dégâts que pouvait provoquer la croissance mais plus généralement du fait que la croissance de la consommation et de la production ne suffisait sans doute pas à donner une idée juste de l'état de santé ou de bien-être de la société. « Une dernière étape dans l'évolution de la pensée sociale contemporaine est la réduction du progrès à la croissance économique, c'est à dire à ses aspects quantifiables et cumulatifs dans un ordre privilégié, celui de la production. C'est la fixation presque mythique sur les expressions comptables du progrès, avec une préférence nette pour les quantités globales et synthétiques<sup>2</sup> ». Pensons également aux différentes tentatives, américaines ou japonaises, visant à corriger le PIB pour le rapprocher d'un indicateur de bien-être, en en retranchant les dépenses qui correspondent à des réparations de dommages infligés par la croissance elle-même (dépenses de police, justice, entretien de l'environnement, dégradations dues à la pollution...) et en y ajoutant les services rendus par les équipements collectifs, les biens domestiques, les loisirs, le travail domestique.

La réflexion, s'est ensuite bloquée, en raison, d'une part, de la montée du chômage (impossible de remettre en cause la croissance comme objectif central dans la mesure où celle-ci génère des emplois, sans compter que les recherches sur le bien-être apparaissaient soudainement comme un luxe dont on pouvait se passer), mais aussi des options théoriques qui triomphèrent à cette époque : en 1976, Oleg Arkipoff démonte, dans un article intitulé « peut-on mesurer le bien-être national ? » les diverses tentatives de correction du PIB en mettant en cause non seulement « l'arbitraire » qui préside aux choix des éléments qui rentrent en considération dans la construction d'un nouvel indicateur mais surtout l'idée que l'on pourrait agréger des échelles de préférences individuelles en une échelle de préférence collective, ce qui est impossible selon le fameux théorème d'Arrow. Ces questions resteront dès lors « refoulées » pour longtemps.

Le moment semble à nouveau propice pour reprendre cette réflexion à de nouveaux frais, peut-être parce que les pays européens sont en train de sortir de la crise dans laquelle ils étaient plongés mais aussi du fait d'une certaine prise de conscience que le développement à long terme de nos sociétés passe par de nouveaux instruments de mesure. Car nous vivons aujourd'hui avec une conception de la richesse ou du bien-être qui fait sans doute obstacle non seulement à un développement humain et durable mais aussi à une croissance durable et nous ne disposons pas des instruments qui nous permettraient d'arbitrer en faveur du long terme, du productif de demain, de l'investissement social. Les instruments dont nous disposons aujourd'hui (avec le PIB et la comptabilité nationale) sont simplistes, faux et superficiels et se fondent sur une conception appauvrie de ce qu'est la richesse. Rappelons pourquoi en revenant un instant sur l'histoire de ces dispositifs de comptabilité et pour tout dire de représentation.

---

<sup>1</sup> Philosophe, auteur de *Le Travail, une valeur en voie de disparition*, Aubier, 1995 réédition Champs-Flammarion 1997 ; *Qu'est ce que la richesse ?* Aubier 1999 réédition Champs-Flammarion 2000; *Le temps des femmes, pour un nouveau partage des rôles*, Flammarion 2001.

<sup>2</sup> Pierre Kende (*L'abondance est-elle possible ?*),

Il fut un temps où les économistes osaient encore employer ce terme de richesse : en 1820, Malthus publie ses *Principes d'économie politique* dont le premier chapitre est exclusivement consacré à la question de la définition de la richesse. Le texte s'ouvre par la théâtralisation de l'opposition entre deux courants de pensée : ceux qui ont donné une définition trop restrictive de la richesse (Les Physiocrates) et ceux qui ont donné une définition trop extensive et pensent que la richesse est : « tout ce que l'homme désire comme pouvant lui être utile et agréable ». « Cette dernière définition, précise Malthus, embrasse toutes les choses, matérielles ou intellectuelles, tangibles ou non, qui procurent de l'utilité ou des jouissances à l'espèce humaine ». Malthus va résolument critiquer cette dernière définition. Pourquoi ?

Parce que, argumente-t-il, nous ne pourrions « aborder aucune discussion sur l'accroissement relatif de la richesse chez les différentes nations si nous n'avons un moyen quelconque, quelque imparfait qu'il soit, d'évaluer la somme de cet accroissement ». Voilà le terme important lâché : l'économiste ne cherche pas la « vraie » définition de la richesse, il sait même que s'il tentait de chercher quelque chose qui s'apparenterait à un « bonheur global brut » ce serait bien plus compliqué. Il cherche un moyen de permettre à chaque nation d'exhiber sa puissance et plus précisément d'exhiber, chaque année, et de la manière la plus précise possible, la manière dont sa richesse s'est accrue. Il cherche également, cela est clair, à stabiliser et à légitimer la science qui s'occupera de cette mesure.

Ne vont donc pouvoir rentrer dans le concept de richesse que les choses qui seront quantifiables et dont on pourra donc sans difficultés suivre l'accroissement. D'où l'extraordinaire conclusion de Malthus qui fixe à la fois le champ dont il sera question et la méthode qui aura seule le droit de mesurer les progrès accomplis : « si, avec Monsieur Say, nous voulons faire de l'économie politique une science positive fondée sur l'expérience et susceptible de donner des résultats précis, il faut prendre le plus grand soin d'embrasser seulement, dans la définition du terme principal dont elle se sert, les objets dont l'accroissement ou la diminution peuvent être susceptibles d'évaluation ; et la ligne qu'il est le plus naturel et le plus utile de tracer nettement est celle qui sépare les objets matériels des objets immatériels ».

La fin a justifié les moyens : c'est parce que l'on cherchait une réalité dont les accroissements pourraient être mesurés par une science en laquelle on pourrait avoir une totale confiance que cette définition là de la richesse a été donnée, au prix de certaines contradictions, dans lesquelles Malthus s'empêtre longuement, et au mépris

d'un certain nombre d'évidences et du sens commun. C'est pour cette raison que Malthus se croit obligé de préciser qu'un certain nombre de réalisations (les travaux du moraliste, du législateur, de tous ceux qui unissent leurs efforts pour établir un bon gouvernement...)

« peuvent bien aider à augmenter la production » – c'est la question du travail improductif – et que « s'ils ne sont presque rien dans l'ordre de la production, cela ne signifie pas qu'ils n'aient aucune valeur. Quant à leur influence sur des sources de bonheur autres que celles qui proviennent d'objets matériels, il serait plus exact d'en faire une classe à part, en les rangeant avec des choses dont plusieurs ne peuvent être, sans le plus grand abus, être mises au rang des objets grossiers dont se compose la richesse des nations. Estimer la valeur des découvertes de Newton ou les jouissances causées par les productions de Shakespeare et de Milton par le prix que leurs ouvrages ont rapporté, ce serait en effet une bien chétive mesure du degré de gloire et de plaisir qui en est résulté pour leur patrie ». D'un côté, la richesse, dont les accroissements se mesurent à travers des quantités et des prix. De l'autre quelque chose qui bien sûr fait partie de la richesse, mais qui a une valeur incomparable à son prix. Là encore l'économie fixe son pouvoir en reconnaissant certes l'infinie valeur d'un certain nombre de choses, qui, non mesurables ne seraient néanmoins jamais prises en compte.

La comptabilité nationale, conçue et mise en place dans la plupart des pays occidentaux un bon siècle plus tard, à partir de 1945 pour la France, va reprendre à peu de choses près cette conception : ce qui intéresse la comptabilité nationale, c'est la production, et plus précisément la production marchande. Il y a richesse s'il y a un produit et si ce produit est apporté sur le marché et approprié par quelqu'un. Ou, depuis 1976 (année où l'on inclue dans la production la production dite non marchande) si le produit est consommé par quelqu'un même s'il ne le paye pas à son prix. Ce qui compte, c'est que quelque chose soit « produit », c'est-à-dire ait fait l'objet d'une transformation et soit approprié. Et la comptabilité nationale n'a fait que reprendre cette idée que la richesse d'une société se mesure à la grosseur de son PIB.

C'est sur cette conception qu'il nous faut revenir, car elle admet à l'évidence de nombreuses insuffisances. D'abord, on le sait, le produit intérieur brut présente comme un enrichissement un certain nombre d'opérations qui sont de fait des diminutions de bien-être ou de capital : accidents automobiles, déforestations, tempêtes accroissent le PIB tout en provoquant des maux ou des dégradations qui ne sont pas chiffrés. Plus généralement, et il me semble que c'est la principale critique qu'on peut lui adresser, notre comptabilité nationale n'est pas une

comptabilité patrimoniale : elle ne prend pas en considération le capital de départ (capital humain, fait de compétences individuelles et collectives ; capital naturel, fait de degrés de qualité des ressources naturelles que nous utilisons au cours des opérations de production ; capital de relations sociales, bref capital social dans lequel nous puisons pour produire) : incapables de donner un prix à ce capital social global, même si nous savons qu'il a une valeur, nous ne mettons jamais en face de la production - que nous considérons systématiquement comme un enrichissement - l'éventuel coût de destruction du capital social qui advient du fait de l'opération de production.

Notre comptabilité nationale n'est qu'une vaste comptabilité d'entreprise, avec des entrées et des sorties, qui laisse dans l'ombre ce qu'il advient du patrimoine - toujours considéré comme gratuit ou comme inchangé - à l'occasion de la production. Lorsque nous produisons, ou lorsque notre PIB s'accroît, il est tout à fait possible que cet enrichissement là s'accompagne d'évolutions positives de l'état de santé de la population, de l'amélioration de l'état des ressources naturelles, des conditions de travail ou du degré de solidarité existant à un moment donné dans une société. Mais le contraire est tout à fait possible aussi, et de cela nous ne tenons aucun compte. Pour caricaturer, nous pourrions très bien nous retrouver un jour avec un énorme PIB, un très fort taux de croissance et un nombre extrêmement élevé de morts par incivilités, une société totalement atomisée, des conditions de travail considérablement dégradées, un patrimoine naturel dévasté....

Notre comptabilité n'est pas patrimoniale, comme le reconnaissent d'ailleurs les spécialistes, par exemple dans cette phrase surprenante : « le concept de patrimoine mis en œuvre dans les comptes nationaux peut paraître assez restrictif puisqu'il exclut les actifs ou les passifs situés en dehors de la sphère marchande, comme le patrimoine écologique ou le patrimoine naturel, ou encore le capital humain. Pour l'essentiel deux catégories d'exclus peuvent être distinguées. La première catégorie comprend des biens, tels le capital naturel ou le capital écologique auquel on ne peut attribuer une valeur marchande et qui ne sont en général pas appropriés par une unité déterminée. Ces biens constituent indéniablement des patrimoines, mais leur prise en compte en tant que tels ne peut s'opérer que dans un cadre plus large que celui lié à une approche marchande des patrimoines. La seconde catégorie d'exclus concerne des actifs dont l'intégration dans les comptes de patrimoine n'est envisageable qu'à la condition de remettre en cause certains concepts et traitements retenus actuellement en comptabilité nationale. Peuvent être rattachés à cette catégorie les biens durables possédés par les ménages et

les biens militaires des administrations publiques, mais aussi le capital humain et les droits à la retraite en régime de répartition... »

On peut bien s'accorder sur les explications qui sont données : ces différents éléments du capital social ne sont pas appropriables par une unité déterminée - ce sont des biens collectifs - et n'ont pas de prix. On ne peut donc rien en dire et on ne peut surtout pas les faire rentrer dans la comptabilité nationale. Il me semble que, plus profondément, le problème réside aussi dans la difficulté qu'il y aurait à s'accorder sur les différents éléments composant ce patrimoine (Malthus disait déjà qu'il nous faudrait disposer d'un inventaire de ce que nous considérons comme richesse) et sur le problème de l'agrégation des préférences individuelles, comme disent les économistes. Comment connaître la valeur que chaque individu accorde à tel ou tel élément de ce capital social ? C'est ce qu'un certain nombre d'entre eux expriment en disant que « la notion de bien-être national est une chimère », l'idée qu'il pourrait y avoir des biens collectivement désirables est absurde puisque la valeur ne peut au fond être indiquée que par chaque individu, notamment à travers le prix.

Mais ceci est désormais tellement contre-intuitif et contre productif, qu'il nous faut de toute urgence nous débarrasser d'une telle conception. Non pas en tenant d'intégrer dans la comptabilité nationale des éléments nouveaux, en donnant en quelque sorte une profondeur, une troisième dimension à notre comptabilité nationale. Mais au moins, en nous refusant à sacraliser le PIB et à le considérer comme notre seul indicateur de richesse et en nous appuyant désormais sur des « batteries d'indicateurs », décrivant divers domaines de la vie sociale, divers états de notre patrimoine naturel et social, de manière à suivre les différentes évolutions ensemble.

Dès 1996 le PNUD affirmait : « le développement humain est une fin dont la croissance économique est le moyen. Il n'existe pas automatiquement de lien entre croissance économique et développement humain... Il importe de consacrer davantage d'attention à la qualité de cette croissance, afin de s'assurer qu'elle accompagne les objectifs que sont le développement humain, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et la viabilité à long terme du développement ». C'est désormais la qualité de la croissance que nous devons privilégier en répondant aux questions suivantes : "la croissance, sous la forme qu'elle revêt, accroît-elle la sécurité, la liberté et le contrôle qu'ont les personnes sur leur destinée ? Favorise-t-elle l'équité, aujourd'hui et entre les générations ? est-elle respectueuse de la nature et de ses fonctions essentielles à la vie ? Est-elle susceptible de

se traduire par une plus grande cohésion sociale et par une plus étroite coopération entre les individus ou engendre-t-elle des conflits et la désagrégation de la société ?<sup>3</sup>. Dans cette conception qui considère que le capital dont le développement nous importe est l'ensemble du « capital humain » et non la seule production, "les biens ne doivent pas être valorisés intrinséquement mais considérés comme les instruments de la réalisation de certaines potentialités telles que la santé, la connaissance, l'estime de soi et l'aptitude à participer activement à la vie de la communauté"<sup>4</sup>.

Une des grandes conclusions c'est bien qu'il nous faut d'urgence enrichir nos indicateurs : ne plus nous satisfaire du seul PIB, mais y substituer, ou y ajouter, y compris dans la comparaison entre sociétés, des batteries d'indicateurs pluriels susceptibles de nous renseigner sur l'évolution de différents domaines considérés comme fondamentaux (par le débat démocratique). Depuis des années, le PNUD propose de prendre en considération, outre le revenu, l'espérance de vie et le niveau d'instruction dans son « indicateur de développement humain » (IDH). Trois autres indicateurs permettent de décliner l'IDH par sexe, un autre indicateur mesure l'égalité entre les sexes sur le plan de la participation et de la prise de décision (IPF) et un troisième mesure la pauvreté dans les pays riches (parmi 17 pays considérés, la Suède et le Canada présentent les meilleurs taux. Par ailleurs, le rapport analyse un certain nombre de domaines pour mesurer les évolutions : santé, logement, éducation, revenu, scolarisation des femmes, participation à la vie politique... Certes, ces indicateurs présentent des limites : il n'est pas du tout évident qu'il faille un indicateur synthétique, les pondérations sont arbitraires, les domaines ne sont sans doute pas assez nombreux....

Mais cette première démarche est essentielle. Elle devrait nous permettre, d'une part, d'en finir avec une vision archaïque et simpliste de l'opposition entre recettes d'un côté (ventes de produits) et dépenses de l'autre : ce qui améliore la santé, l'éducation, le logement, la sécurité des individus... et elle devrait nous inciter à reconsidérer une partie de nos méthodes comptables, par exemple en faisant en sorte qu'un certain nombre d'éléments actuellement considérés comme de simples coûts soient considérés et traités comme des investissements (c'est par exemple ce que propose la Commission européenne pour toutes les actions de formation tout au long de la vie).

---

<sup>3</sup>ibidem

<sup>4</sup>Rapport sur le développement humain, 1998, PNUD

Un rapport récent de l'OCDE intitulé « du bien-être des nations » semble faire un premier pas dans ce sens. Il appelle à bien distinguer PIB et bien-être, reconnaît qu'une partie du PIB contient des actions nuisibles, appelle à la prise en considération du capital naturel, humain et social. Il va même jusqu'à affirmer que la prise en considération des dimensions sociales du développement et que l'amélioration du capital humain et du capital social est bonne pour le développement économique. Mais il me semble que le rapport ne va pas assez loin, notamment parce qu'il adopte une définition très restrictive et très individualiste du capital social.

Des travaux comparant les évolutions du PIB et d'un indice de santé sociale ont été engagés depuis plusieurs années au Canada et aux Etats-Unis : Marc Miringoff, aux USA a conçu dès 1987 un indice de santé sociale, indice qui repose sur un ensemble d'indicateurs socio-économiques touchant à la santé, à l'inégalité et à l'accès aux services. L'ISS suit une courbe semblable au PIB jusqu'au milieu des années soixante dix, mais s'éloigne par la suite : la croissance du revenu global masque une détérioration des conditions de vie dans certains domaines ; les salaires réels ont baissé, tandis que les inégalités, la pauvreté parmi les enfants ou le nombre de suicides chez les jeunes ont nettement augmenté. Cet ISS a été élaboré, avec les mêmes méthodes, pour le Canada et les conclusions sont semblables à celles qui se dégagent de l'analyse de la situation américaine : l'ISS s'est écarté des tendances du PIB depuis les années 80.

Tout se passe donc comme si depuis une vingtaine d'années les augmentations de points de PIB ne se transformaient plus en gains de bien-être pour l'ensemble de la population. Il me semble urgent, dans un premier moment, de nous doter de ces indicateurs sociaux pour nos pays européens, de manière à pouvoir comparer les tendances de ces indices sociaux et du PIB.

Il faudrait ensuite trouver les moyens que ces nouvelles données deviennent de véritables critères d'évaluation et de jugement des sociétés, des politiques qu'elles mettent en place et puissent influencer le comportement des acteurs, publics et privés. Je pense à deux types de décision : en ce qui concerne la comptabilité, la possibilité de reconnaître à plusieurs types de dépenses le caractère d'investissement : notamment pour tout ce qui concerne l'amélioration du capital humain au sens large (éducation, formation professionnelle, santé) ; en ce qui concerne les entreprises, la pénétration de critères de jugement sur leurs performances à long terme et aussi de leur « retour positif » sur la société, qu'il s'agisse de leur action vis à vis de leurs salariés ou de l'environnement : dans les pays du Nord, mais aussi timidement en France, des entreprises

de rating social voient le jour, qui tentent précisément d'introduire dans les jugements portés sur les entreprises des considérations de développement durable, au sens d'amélioration des conditions de travail, d'égalité entre hommes et femmes, de préservation de l'environnement...

D'une manière générale, il nous faut absolument nous doter des instruments nous permettant de réintégrer dans les décisions publiques et privées des éléments ou des activités qui comptent actuellement pour rien dans le PIB (je ne pense pas seulement aux ressources naturelles, mais aussi aux loisirs, aux activités de sociabilité, aux activités parentales, politiques, qui sont autant d'éléments très importants, constitutifs de la qualité de vie individuelle et sociale mais n'ont aucune existence dans le PIB et qui peuvent donc allègrement être « sacrifiées » sur l'autel de l'augmentation de celui-ci). C'est toute notre notion de richesse sociale qu'il nous faut donc reconsidérer, en prenant beaucoup plus en considération la progression de la société dans son ensemble.

Ce sont ces tentatives, macro et micro qu'il nous faut me semble-t-il soutenir et promouvoir pour faire prévaloir l'idée que la véritable finalité de nos sociétés ce n'est pas seulement ou pas d'abord un développement économique ou une accumulation de produits appropriables par un individu, mais c'est avant tout un développement de l'ensemble de la société, un développement collectif et durable qui s'accompagne d'une amélioration des conditions de vie de tous et de la mise à disposition de tous les individus des ressources matérielles et immatérielles nécessaires (les revenus, le travail, les droits, le logement, le système de santé) pour leur permettre de devenir des sujets, donc des citoyens actifs.

Mais il nous faut également une philosophie : une philosophie qui mette en lieu et place de l'objectif de « mondialisation » celui de « civilisation » ou de développement humain, c'est-à-dire qui se fixe des objectifs de contenu, et prenne en compte le temps et le collectif :

Avec le terme de mondialisation, nous disposons d'un concept purement opératoire : mondialiser, c'est étendre aux dimensions du monde des processus qui étaient jusque là limités, enfermés dans certaines bornes. Mais « mondialisation » ne dit rien sur ce qui doit être mondialisé, sur le sujet de cette extension, ni sur la finalité ultime d'un tel processus. Une guerre peut être mondialisée, le commerce peut être mondialisé. Le concept de mondialisation n'emporte avec lui aucune dimension substantielle, il est purement opératoire. Il n'en

va pas de même avec le terme de « civilisation » : le mot est formé sur *civis*, le citoyen ou plutôt, comme l'analyse Benveniste, le concitoyen, celui qui ne se définit donc que dans sa relation à un autre citoyen, celui qui est dans une relation telle avec ses concitoyens qu'il forme avec eux une *civitas*, une cité. Dès lors, le sujet du processus qu'est la civilisation ne peut être que l'ensemble des concitoyens, chaque concitoyen et la société à laquelle il appartient, et la finalité d'un tel processus ne peut être qu'un approfondissement des capacités, des potentialités de vie en commun dont sont porteurs les citoyens. Kant ne disait pas autre chose : « le problème essentiel pour l'espèce humaine, c'est la réalisation d'une société civile administrant le droit d'une façon universelle ». Certes, la mondialisation, des échanges, des communications, des idées, des produits peut être tout à fait le moyen d'un tel objectif, mais elle ne peut clairement pas être la fin.

Un vrai projet de civilisation ne peut donc en aucune manière se réduire à « la mondialisation », concept sans contenu. Si nous tenons vraiment à ce terme de mondialisation, mieux vaudrait alors parler de mondialisation finalisée, en vue d'un but : par exemple, un Etat cosmopolite universel, comme disait Kant. Le foyer de l'acte et du processus de civilisation est bien la communauté politique visant à se développer et à s'inscrire dans le temps. Mais il me semble qu'aujourd'hui, le terme qui nous permet le mieux d'échapper à ce que le concept de mondialisation a de purement opératoire ou à la grandiloquence du terme de civilisation, c'est celui de développement humain. Ce qui signifie : un développement de l'homme, qui prend l'homme pour sujet et pour objectif ; et un développement, de l'homme et de son environnement qui réponde à un certain nombre de critères garantissant que ce développement permet à la société considérée de s'inscrire dans la durée. Un projet de civilisation, pour aujourd'hui, consiste donc à mon avis, à entretenir un processus toujours inachevé qui vise à assurer un développement ayant pour but et pour moyen de civiliser sans relâche l'existant, qu'il s'agisse des relations sociales, des rapports économiques, ou politiques, internes aux sociétés ou entre sociétés. L'idée, c'est bien de considérer l'homme et son environnement comme autant de porteurs de potentialités à développer, pour permettre, d'une part, aux hommes de devenir de véritables sujets et, d'autre part, aux sociétés, de se développer pour permettre à leurs citoyens d'entrer dans des relations toujours plus civilisées, soumises au droit.